

Cote du document: EB 2022/135/R.25/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 13 a) i) b)
Date: 16 mai 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

**Proposition de financement additionnel
en faveur de la**

République islamique du Pakistan pour le

**Projet de réduction de la pauvreté dans le sud
du Pendjab**

Numéro du projet: 1100001514

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Hubert Boirard
Directeur de pays
téléphone: +39 338 3202 446
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session
Rome, 25-27 avril 2022

Pour: **Approbation**

Table des matières

Résumé du financement	ii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coût, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	7
A. Risques et mesures d'atténuation	7
B. Catégorie environnementale et sociale	7
C. Classement au regard des risques climatiques	7
D. Soutenabilité de la dette	8
IV. Exécution	8
A. Respect des politiques du FIDA.	8
B. Cadre organisationnel	8
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	10
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	11

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Hubert Boirard
Responsable technique:	Tom Anyonge
Responsable des finances:	Alaa' Abdel Karim
Spécialiste climat et environnement:	Kisa Mfalila
Juriste:	Mbali Mavundla

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République islamique du Pakistan
Organisme d'exécution:	Conseil de la planification et du développement du Gouvernement du Penjab
Coût total du projet:	183,5 millions d'USD
Montant des prêts et du don initiaux du FIDA:	i) prêt initial – 19,3 millions de DTS (équivalant à 30,2 millions d'USD); ii) prêt additionnel 1 – 7,3 millions de DTS (équivalant à 10 millions d'USD); iii) prêt additionnel 2 – 25 millions d'USD; iv) prêt additionnel 3 – 36,5 millions d'USD et don – 2,9 millions d'USD
Conditions du financement initial du FIDA:	Conditions particulièrement concessionnelles pour le prêt initial et les financements additionnels 1 et 2, conditions mixtes pour le financement additionnel 3
Montant du prêt additionnel du FIDA:	50 millions d'USD (équivalant à 35,5 millions de DTS)
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans. Le prêt donnera lieu à la perception d'intérêts sur l'encours du principal et à une commission de service, lesquels seront fixés pour la durée du prêt et seront exigibles chaque semestre dans la monnaie de paiement du service du prêt, tel qu'établi par le FIDA à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration
Contribution de l'Emprunteur (et contributions antérieures):	5,6 millions d'USD (financement initial: 5,6 millions d'USD; prêt additionnel 2: 4,5 millions d'USD; financement additionnel 3: 3,5 millions d'USD)
Contribution des bénéficiaires (y compris les contributions antérieures):	1,10 million d'USD (financement initial: 3,3 millions d'USD; financement additionnel 3: 5,4 millions d'USD)
Montant du financement climatique additionnel apporté par le FIDA:	0,7 million d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 48.

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Par le présent mémorandum, le Conseil d'administration est invité à approuver un financement additionnel consistant en un prêt à des conditions mixtes d'un montant de 50 millions d'USD pour le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab. Approuvé en décembre 2010 avec un prêt de 26,4 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), le projet a régulièrement obtenu d'excellents résultats, atteignant la totalité de ses objectifs opérationnels et financiers au cours des dernières années.
2. Compte tenu des résultats exceptionnels du projet, du nombre élevé de ménages ruraux totalement démunis dans le sud de la province du Penjab et de la demande formulée par le Gouvernement pakistanais en vue de la reproduction à plus grande échelle de cette intervention, deux prêts additionnels ont été approuvés: i) un prêt supplémentaire de 7,3 millions de DTS (soit 10 millions d'USD) en décembre 2015; ii) un prêt supplémentaire de 25 millions d'USD en septembre 2017. La couverture du projet est ainsi passée de 4 à 10 districts, et le nombre de bénéficiaires de 80 000 à 131 000 ménages. La date d'achèvement a été repoussée au 30 septembre 2020.
3. Une évaluation/étude de validation par une tierce partie, demandée par le Gouvernement du Penjab, et un sondage d'impact lancé par le FIDA en 2018, qui a porté sur plus de 700 ménages bénéficiaires du projet, ont confirmé que le projet avait eu l'impact escompté sur les groupes cibles du point de vue de l'affranchissement de la pauvreté. Compte tenu de ces excellents résultats et des besoins évalués sur le terrain, un nouveau financement additionnel d'un montant de 39,4 millions d'USD (36,5 millions d'USD sous la forme d'un prêt et 2,9 millions d'USD sous la forme d'un don), assorti d'une date de clôture fixée au 30 septembre 2022, a été approuvé en septembre 2018.
4. En 2021, un deuxième sondage d'impact portant sur le même échantillon de ménages que le sondage précédent a fait apparaître des résultats spectaculaires, avec une réduction drastique du nombre de ménages en situation de pauvreté chronique et d'extrême pauvreté (dont le pourcentage est passé de 93% de l'échantillon en 2015 à seulement 1% en 2021) et une augmentation considérable du pourcentage de ménages considérés comme non pauvres ou non vulnérables (65%, contre 0% dans les données de référence). Compte tenu des besoins de la province recensés sur le terrain et de la mise en œuvre performante actuelle du projet, le Gouvernement pakistanais a demandé au FIDA un financement additionnel, sous la forme d'un prêt à des conditions mixtes d'un montant de 50 millions d'USD, pour lui permettre de consolider les résultats obtenus et d'étendre la portée du projet à 350 000 ménages pauvres (soit environ 2,5 millions de personnes).

B. Description du projet initial

5. Situé dans la zone de production de blé et de coton du Pakistan, le sud du Penjab a longtemps été ignoré par l'aide au développement, car il était présumé que la proportion de la production agricole dans la région y garantirait de meilleures conditions que dans d'autres régions du pays. Or l'analyse de la pauvreté a révélé que l'incidence de la pauvreté dans cette région fait partie des plus élevées au Pakistan. Les districts du sud du Penjab se caractérisent généralement par une situation socioéconomique médiocre. En témoignent non seulement la faiblesse des

revenus par habitant et des dépenses de consommation, mais aussi l'absence d'écoles, de centres de soins, de routes, de réseaux électriques et d'autres infrastructures et éléments du développement humain. La pauvreté s'enracine dans la répartition inégale des terres et les conditions abusives en vigueur dans le secteur agricole. Pour se procurer des revenus, les paysans sans terre dépendent essentiellement d'emplois salariés précaires. La principale source d'emploi est le secteur informel, et les femmes qui y travaillent sont particulièrement vulnérables.

6. À l'origine, le projet avait été conçu pour aider le Gouvernement pakistanais à atteindre son objectif de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab grâce à la réalisation des objectifs définis dans le projet, à savoir accroître les revenus de la population cible en améliorant ses perspectives d'emploi et en augmentant la productivité et la production agricoles. Initialement, 80 000 ménages ruraux pauvres de quatre districts devaient bénéficier directement du projet. Le projet ciblait les travailleurs précaires sans terre, les petits exploitants agricoles et les ménages dirigés par une femme, en particulier, et s'articulait autour de trois composantes: i) amélioration des moyens d'existence; ii) développement de l'agriculture et de l'élevage; iii) gestion du projet.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

7. La province du Penjab compte plus de 100 millions d'habitants, et le sud de la province est la zone dans laquelle les ménages ruraux les plus vulnérables sont concentrés. Les résultats remarquables et durables obtenus dans le cadre du projet, comme l'ont démontré les sondages d'impact qui ont été menés en 2018 et en 2021 et ont porté sur l'affranchissement de la pauvreté, le ciblage, l'avancement des femmes (en 2019, le projet a remporté le Prix du FIDA pour l'égalité des sexes concernant la région Asie et Pacifique) et l'emploi des jeunes ruraux, ont incité le Gouvernement pakistanais à demander au FIDA de l'aider à consolider les résultats obtenus et à atteindre au total quelque 2,5 millions de personnes pauvres et extrêmement pauvres dans cette zone (350 000 ménages).
8. Le financement additionnel n'entraînera aucune modification des objectifs, des groupes cibles ni de la zone géographique. Il sera utilisé pour reproduire à plus grande échelle les activités du projet et en étendre la couverture afin d'amplifier l'impact. Il permettra de renforcer la résilience des populations rurales pauvres face aux changements climatiques et d'introduire de meilleures pratiques et techniques à cet effet, s'il y a lieu.
9. Le projet satisfait à tous les critères ouvrant droit à un financement additionnel. Ce financement se justifie également si l'on considère les points suivants: i) une demande officielle de la part du Gouvernement du Penjab et du Gouvernement pakistanais; ii) une augmentation notable du nombre de bénéficiaires du projet sans modification des dispositions actuelles (même objectif, même zone géographique, mêmes modalités d'exécution); iii) un faible risque de non-exécution pour ce financement additionnel; iv) un fort impact du point de vue de l'affranchissement de la pauvreté, comme l'ont confirmé plusieurs évaluations; v) l'alignement parfait du projet sur les priorités du Gouvernement et le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) relatif au Pakistan; vi) des évaluations systématiquement satisfaisantes par les missions de supervision récentes; vii) un taux de décaissement global (67%) cohérent avec les décaissements prévus; viii) une gestion financière et des audits conformes aux normes.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

10. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été validé comme:

incluant un financement climatique.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

11. Le projet proposé de financement additionnel sera exécuté dans la même zone géographique (10 districts cibles) et permettra de renforcer les interventions du projet en les rendant plus inclusives et en en étendant la portée à des ménages bénéficiaires pauvres et extrêmement pauvres supplémentaires.
12. Les groupes cibles se composent des ménages ruraux les plus pauvres, sélectionnés conjointement avec les organisations locales et classés selon les fiches de notation de l'outil d'évaluation de la pauvreté du Pakistan dans la tranche 0-23 (0-11 = extrême pauvreté; 12-18 = pauvreté chronique; 19-23 = pauvreté transitoire). Le groupe cible de la composante 1 (qui représente 86% du financement additionnel) se composera exclusivement de femmes, étant entendu toutefois que le volet de la composante relatif aux infrastructures communautaires matérielles apportera des avantages aux hommes comme aux femmes.

C. Composantes, résultats et activités

13. **Composante 1: amélioration des moyens d'existence (43,2 millions d'USD).** Cette composante comprend trois sous-composantes: la sous-composante 1.1 – création d'actifs; la sous-composante 1.2 – formation professionnelle et entrepreneuriale; la sous-composante 1.3 – infrastructures communautaires matérielles. Conformément à la demande adressée au FIDA, cette composante porte sur un ensemble d'investissements visant la mise en place de la base d'actifs productifs matériels et immatériels du groupe cible le plus pauvre et des femmes, de nature à contribuer à leur affranchissement économique durable de la pauvreté. Ces investissements comprennent des capitaux de démarrage destinés au lancement d'autoentreprises, des kits élevage/ruminants et des petits logements à l'intention des femmes sans terre/sans-abri (et leurs ménages) classées dans la tranche de 0 à 11 selon les fiches de notation de la pauvreté. Le financement additionnel permettra également de financer des formations professionnelles et techniques sur la base d'une évaluation préalable de la demande du marché et des perspectives d'embauche pour les bénéficiaires ainsi formés. En fonction des priorités établies par les communautés bénéficiaires dans leurs plans de développement communautaires, le projet est susceptible de financer aussi des infrastructures économiques et sociales hautement prioritaires, comme des réseaux d'irrigation, d'assainissement ou d'adduction d'eau potable, des routes et de petites structures d'accès/de liaison, et divers aménagements visant à appuyer la gestion du bétail.
14. **Composante 2: développement de l'agriculture et de l'élevage (7,3 millions d'USD).** Cette composante complète la première et est davantage axée sur l'institutionnalisation de l'approche de développement impulsé par les communautés grâce à l'établissement de liens directs avec les installations de développement et de prestation de services du secteur public, plutôt que sur des interventions directement financées par le projet. L'adoption de cette approche contribuera à améliorer les perspectives de durabilité des interventions du projet et à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes les plus démunies et des conseils ruraux les plus vulnérables et les plus pauvres (grâce à des banques alimentaires gérées par des femmes, à des activités de sensibilisation à la nutrition, etc.). Grâce au financement additionnel, le projet appuiera le renforcement d'organisations locales supplémentaires, lesquelles servent de relais et de points d'entrée pour l'ensemble du projet. Tous les membres des organisations locales (soit 350 000 ménages) seront gagnants du point de vue de la formation et de la sensibilisation et du point de vue de la constitution d'un capital social. L'un des effets tangibles de l'approche de développement impulsé par les communautés sera l'élaboration de plans de développement communautaires. À long terme, et comme prévu dans la stratégie de sortie, les

organisations locales auront établi des liens durables et des passerelles avec les services publics et les entités de planification du développement, et auront aussi établi des liens avec le secteur formel de la microfinance.

15. **Composante 3: gestion du projet:** La gestion du financement additionnel reposera sur les modalités d'exécution et les dispositions institutionnelles performantes actuelles. L'exécution au quotidien sera confiée à l'unité de gestion du projet (UGP). Celle-ci sera placée sous l'autorité du Conseil de la planification et du développement du Gouvernement du Penjab, et ses bureaux seront situés dans le district de Bahawalpur. L'UGP sera appuyée par des unités de coordination de district. La gestion du projet comprendra également la réalisation de sondages de référence et d'impact, le suivi-évaluation, la sensibilisation et la diffusion de l'information.

D. Coût, avantages et financement

Coût du projet

16. Avec le financement additionnel proposé, le coût total global du projet s'élèvera à 183,5 millions d'USD. Ce total comprend le montant de 154,5 millions d'USD fourni par le FIDA au titre du prêt initial, de trois prêts additionnels et d'un don, la somme de 19,1 millions d'USD apportée par le Gouvernement du Penjab et la contribution de 9,8 millions d'USD des bénéficiaires.
17. Les sous-composantes du projet relatives aux infrastructures communautaires matérielles, au renforcement institutionnel à l'appui du développement impulsé par les communautés, ainsi qu'aux services institutionnels et au renforcement des capacités sont partiellement comptabilisées au titre des financements climatiques. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à 0,7 million d'USD.
18. Ce quatrième financement additionnel proposé pour le projet est estimé à 56,6 millions d'USD, répartis comme suit: un prêt du FIDA d'un montant de 50 millions d'USD, une contribution de 5,5 millions d'USD de la part du Gouvernement du Penjab et une contribution des bénéficiaires de 1,1 million d'USD. La ventilation détaillée des coûts du projet est présentée ci-après.

Tableau 1

Résumé du financement initial et des financements additionnels

(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Don</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	30 169	10 000	25 000	36 500	-	50 000	151 669
Don du FIDA	-	-	-	-	2 900	-	2 900
Autres cofinanceurs	-	-	-	-	-	-	-
Bénéficiaires	3 321	-	-	5 400	-	1 105	9 826
Emprunteur/bénéficiaire	5 600	-	4 500	3 449	-	5 566	19 115
Total	39 090	10 000	29 500	45 349	2 900	56 671	183 510

Tableau 2
Financement additionnel: coût du projet par composante (et sous-composante) et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Financement additionnel								
	Prêt additionnel du FIDA		Bénéficiaires			Emprunteur/Bénéficiaire			Total
	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	
1. Amélioration des moyens d'existence									
1.1. Création d'actifs	31 094,68	97,6	-	-	-	765,27	-	2,4	31 859,95
1.2. Formation professionnelle et entrepreneuriale	4 917,79	76,0	-	-	-	1 552,99	-	24	6 470,77
1.3. Infrastructures communautaires matérielles	4 402,19	90,0	-	489,1	10,0	-	-	-	4 891,32
2. Développement de l'agriculture et de l'élevage									
2.1. Renforcement institutionnel à l'appui du développement impulsé par les communautés	3 961,12	76,0	-	-	-	1 250,9	-	24	5 212,00
2.2. Initiative à dimension nutritionnelle pour la sécurité alimentaire	752,47	100	-	-	-	-	-	-	752,47
2.3. Services institutionnels et renforcement des capacités	615,67	45,0	-	615,67	45,0	136,8	-	10	1 368,15
3. Gestion du projet	4 256,09	69,6	-	-	-	1 860,16	-	30,4	6 116,2
Total	50 000,00	88,2	-	1 104,80	1,9	5 566,11	-	9,8	56 670,9

Tableau 3
Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Financement additionnel								
	Prêt additionnel du FIDA		Bénéficiaires			Emprunteur/Bénéficiaire			Total
	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	
1. Travaux de génie civil	4 402,2	90	489,1	-	10	-	-	-	4 891,3
2. Véhicules	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Équipement et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Assistance technique, formations et études	8 932,5	75,9	-	-	-	2 830,7	-	24,1	11 763,2
5. Dons en faveur des bénéficiaires	32 462,8	95,5	615,7	-	1,8	902,1	-	2,7	33 980,6
6. Salaires, traitements et indemnités	2 861,6	66,7	-	-	-	1 431,2	-	33,3	4 292,8
7. Dépenses de fonctionnement	1 340,9	76,9	-	-	-	402,1	-	23,1	1 743,0
Total	50 000,0	88,2	1 104,8	-	1,9	5 566,1	-	9,8	56 670,9

Tableau 4
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Amélioration des moyens d'existence	10 077,6	23	13 396,9	31	13 627,1	32	6 120,5	14	-	-	43 222,0
2. Développement de l'agriculture et de l'élevage	2 413,7	33	1 650,3	23	1 639,6	22	1 629,0	22	-	-	7 332,6
3. Gestion du projet	1 209,3	20	1 303,5	21	1 405,2	23	1 514,8	25	683,4	11	6 116,2
Total	13 700,6	24	16 350,8	29	16 671,9	29	9 264,3	16	683,4	1	56 670,9

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

19. Le financement du projet se composera d'un prêt du FIDA accordé à des conditions mixtes (88%) et des contributions du Gouvernement du Penjab (10%) et des bénéficiaires (2%). Ce financement additionnel couvrira une période de cinq ans-, la nouvelle date d'achèvement du projet étant fixée au 30 septembre 2028 et la date de clôture du prêt au 31 mars 2029.

Décaissement

20. Les principales catégories de dépenses associées à ce financement additionnel sont les travaux de génie civil, les formations et études, les dons en faveur des bénéficiaires et les dépenses de fonctionnement. Le ratio des dépenses d'investissement par rapport aux dépenses récurrentes est de 92:08. Une fois que l'accord de financement pertinent aura été signé, l'UGP utilisera le compte désigné consacré au projet pour recevoir les fonds additionnels du prêt. Les fonds seront acheminés par le FIDA en dollar des États-Unis par l'intermédiaire de la Banque d'État du Pakistan, conformément à la réglementation du pays.
21. Un mécanisme fondé sur la communication d'informations financières, avec la soumission de rapports financiers intermédiaires, sera employé pour le décaissement des fonds de ce financement additionnel. L'UGP pourra prélever des avances sur la base de la prévision de trésorerie établie pour chaque semestre, conformément au plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé. Le compte désigné sera administré selon la modalité du fonds renouvelable.

Résumé des avantages et analyse économique

22. Le projet apportera de nombreux avantages, à savoir: i) les petits modules d'habitation aideront les ménages à économiser sur les dépenses de location et à étoffer leur base d'actifs, car les logements prendront de la valeur au fil du temps; ii) l'élevage contribuera à augmenter les revenus annuels; iii) les formations professionnelles ou entrepreneuriales déboucheront sur des emplois ou du travail indépendant; iv) l'accès à l'eau potable et à l'assainissement entraînera une baisse des dépenses de santé et contribuera à améliorer la situation nutritionnelle; v) la meilleure accessibilité des routes réduira le coût des déplacements et du transport; vi) les pratiques d'irrigation et de protection des sols réduiront les coûts de l'irrigation; vii) le développement des infrastructures répondra à d'autres besoins. De plus, dans le cadre de la composante de développement de l'agriculture et de l'élevage, les banques alimentaires, dont l'objectif est de réduire les dépenses consacrées par les ménages à l'alimentation, permettront d'accroître la sécurité alimentaire des ménages.
23. Le coût économique total du projet est estimé à 131,5 millions d'USD, et le taux global de rentabilité économique interne du projet à 27%. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 11,1%, s'établit à 64 millions d'USD.

Stratégie de sortie et durabilité

24. Le projet suit des approches éprouvées d'affranchissement de la pauvreté propices à la croissance et à la transposition à plus grande échelle. Les actifs productifs et les activités de transfert de compétences ont déjà montré qu'ils permettaient aux bénéficiaires de mettre en place des flux de revenus et qu'ils étaient aussi efficaces que porteurs de croissance. Les actifs sociaux, sous la forme d'organisations locales, se traduisent par la prestation de services économiques et sociaux aux membres et intensifient l'institutionnalisation des structures d'appui et l'établissement de liens avec le marché. Le partenariat avec la Banque de microfinance attachée au Programme national d'appui au développement rural ouvre la voie à l'inclusion financière formelle du groupe cible. Le projet a mobilisé des organisations locales d'appui, des organisations villageoises et des organisations locales autour du déploiement d'ensembles d'infrastructures

communautaires matérielles, et a renforcé leur capacité à gérer et à entretenir ces ensembles.

25. **Transversaliser les questions environnementales.** L'approche participative de protection sociale et d'affranchissement de la pauvreté adoptée dans le projet, conjuguée aux investissements dans la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation aux changements climatiques et les infrastructures, ainsi que dans la gestion des connaissances et le renforcement des capacités, contribuera à améliorer considérablement la résilience au sein des communautés et des groupes cibles.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

26. Les principaux risques pesant sur la réalisation des objectifs du projet sont liés aux aspects suivants: i) la sécurité; ii) la capacité de gestion financière; iii) les facteurs liés au climat. Malgré la fragilité de la situation sécuritaire et économique du pays, les districts couverts par le projet présentent un minimum de sécurité et de stabilité. Le risque de gestion financière inhérent aux projets exécutés au Pakistan est généralement jugé substantiel pour les raisons suivantes: les retards dans les processus de recrutement, eux-mêmes liés aux longues procédures en vigueur dans l'administration, les retards dans la présentation du PTBA et l'absence de documentation à l'appui du processus de suivi budgétaire, la décentralisation des flux de fonds, qui doit reposer sur des contrôles internes rigoureux, et les retards dans la soumission des rapports d'audit par le Vérificateur général du Pakistan. Pour atténuer ces risques, il sera essentiel de mettre en place un volet financier renforcé et d'acheter un logiciel de comptabilité convenable ou de mettre à niveau le logiciel existant. On trouvera dans le manuel d'exécution les directives en matière de gestion financière et de communication de l'information financière, ainsi que les procédures de contrôle interne et de paiement. Le manuel exigera que les partenaires d'exécution présentent chaque mois des états des dépenses. De plus, de nouvelles solutions seront recherchées avec les auditeurs pour faire en sorte que le rapport d'audit soit soumis en temps voulu. Au titre de ce quatrième financement additionnel en faveur du projet, des efforts seront déployés en permanence pour introduire les meilleures pratiques et techniques contribuant à renforcer la résilience face aux aléas climatiques, partout où cela sera jugé nécessaire, et à atténuer les risques d'origine climatique.

B. Catégorie environnementale et sociale

27. Compte tenu de la nature et de l'ampleur de ses activités, le projet sera probablement classé dans la catégorie B, conformément aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA. Les effets des interventions du projet, et notamment de la construction des infrastructures communautaires matérielles, seront propres à chaque site et pourront être rapidement contrôlés par des actions appropriées et/ou des mesures d'atténuation. Le cadre de gestion environnementale et sociale du projet, qui est bien conçu, donne des indications supplémentaires sur les garanties. Le projet étant exécuté dans une zone précise et consistant en des activités menées à petite échelle, les risques environnementaux et sociaux potentiels qui y sont associés sont limités, et il n'existe quasiment aucun risque de réinstallation physique ou de déplacement économique.

C. Classement au regard des risques climatiques

28. Dans la zone du projet, les ressources terrestres ont été dégradées pour diverses raisons: saturation en eau et salinité à certains endroits, stress et insécurité hydriques pour l'agriculture et l'usage domestique, et érosion hydrique et éolienne dans le contexte des pratiques agricoles existantes. Il demeure cependant possible de s'attaquer à certains problèmes ou d'atténuer les risques connexes pendant

l'exécution du projet. Les solutions pourraient consister à mettre au point des mesures d'adaptation appropriées comme la modification des dates de semis, l'emploi de nouvelles variétés végétales, l'apport de changements dans les méthodes d'irrigation, les techniques de plantation et les pratiques de travail du sol, l'adoption des techniques de nivellement de précision, la gestion améliorée de l'eau, etc. Globalement, si l'on tient compte des effets relatifs des changements climatiques sur les zones ciblées potentielles et actuelles, ainsi que des mesures prévues dans le projet pour renforcer la capacité d'adaptation, le risque climatique est jugé modéré.

D. Soutenabilité de la dette

29. À la fin de l'exercice 2020/21, la dette extérieure du Pakistan aura augmenté pour atteindre 122,1 milliards d'USD, contre 116,3 milliards d'USD à la fin du premier trimestre de 2021. L'augmentation continue de la dette extérieure est due au fait que le Gouvernement fait appel à l'emprunt étranger pour rembourser les prêts externes en cours. Le ratio de la dette extérieure rapportée au produit intérieur brut est de 41% en 2021, contre 43% en 2020.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA.

30. La pertinence des activités du projet et leur impact, ainsi que la validité de l'approche, dont témoignent les résultats obtenus à ce jour, ont conduit à renforcer encore un peu plus la couverture et les interventions dans les mêmes zones géographiques sans qu'il soit nécessaire d'ajuster la conception.
31. Le financement additionnel proposé est en totale adéquation avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, en particulier au regard des objectifs stratégiques consistant à renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres et à accroître les avantages qu'elles retirent de leur intégration au marché. De plus, le projet promeut spécifiquement la mise en place d'un cadre d'action et réglementaire propice à l'accroissement de l'investissement dans le secteur rural. Par ailleurs, les principes d'action sont parfaitement intégrés dans le projet puisqu'il est proposé de reproduire à plus grande échelle le modèle d'affranchissement de la pauvreté. Le Projet étendu et élargi de réduction de la pauvreté dans le sud du Punjab s'inscrit dans le droit fil des politiques et stratégies du FIDA en matière d'intégration des questions de genre, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de changement climatique et d'évaluation sociale, environnementale et climatique, et de reproduction à plus grande échelle.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

32. D'une manière générale, la gestion du financement additionnel reposera sur les modalités d'exécution et les dispositions institutionnelles existantes. Les méthodes, procédures et processus de mise en œuvre demeurent valides et constitueront le socle de l'exécution en cours.
33. **Comité de pilotage du projet.** Le comité de pilotage du projet existant, dirigé par le président du Conseil de la planification et du développement, continuera d'assurer les fonctions suivantes: définition des grandes orientations, coordination, articulation des ressources et approbation des plans. Les autres membres seront les secrétaires des départements pertinents, le secrétaire exécutif de l'Autorité de protection sociale du Punjab, le secrétaire exécutif du Programme national d'appui au développement rural, qui est le partenaire chargé de la mobilisation sociale, et le secrétaire exécutif du Fonds du Punjab pour l'amélioration des compétences. Le directeur du projet est le secrétaire du comité de pilotage. Ce comité fait

également office de forum au service du renforcement des liens concrets entre le projet et les autres initiatives financées par le Gouvernement.

34. **Unité de gestion du projet.** Une UGP qui dispose des effectifs nécessaires, fonctionne à Bahawalpur, où elle assure la gestion globale, la coordination, le suivi-évaluation, la gestion des connaissances et la gestion financière. Les principaux membres de l'UGP sont le directeur du projet, les directeurs adjoints dotés de spécialités techniques (notamment le genre et la pauvreté et le suivi-évaluation), le gestionnaire des finances et le spécialiste de la passation des marchés, qui sont secondés par un personnel d'appui en nombre suffisant, en particulier des assistants, des commis et des chauffeurs.
35. Les fonctions de planification, de coordination et de suivi-évaluation seront renforcées pour permettre une bonne couverture de la zone d'intervention élargie. L'UGP continuera de suivre attentivement l'état d'avancement du projet, d'évaluer régulièrement la justesse du ciblage ainsi que la qualité et l'impact des interventions, et de rendre compte des progrès sur les principaux indicateurs de base relatifs aux effets conformément aux directives du FIDA relatives au suivi-évaluation. L'UGP s'acquittera de ses fonctions avec l'aide d'une unité de coordination régionale satellite située à Layyah et de dix unités de coordination de district.
36. **Participation à l'élaboration des politiques.** La concertation sur les politiques et la participation à leur élaboration seront menées à trois niveaux: i) au niveau local – le projet appuiera également la mise en réseau des organisations locales et de leurs associations; ii) au niveau du district – l'équipe du projet aidera les pouvoirs publics à mettre en place des systèmes visant à axer les plans de développement et de prestation de services du district sur les besoins recensés au niveau des organisations locales, des organisations villageoises et des organisations locales d'appui/conseils ruraux par l'intermédiaire des comités de coordination de district; iii) au niveau de la province – l'équipe du projet collaborera avec le Programme national d'affranchissement de la pauvreté pour mettre en commun les approches et modèles performants en la matière et contribuer à l'intégration et à la reproduction à plus grande échelle de ces approches.
37. **Partenariats.** Le projet continuera de sous-traiter directement les activités de mobilisation sociale au Programme national d'appui au développement rural, qui est son partenaire en la matière. À cet effet, un accord contractuel révisé sera négocié avec le Programme national d'appui au développement rural et un accord séparé relatif à la gestion des fonds renouvelables communautaires sera signé avec la Banque de microfinance attachée à ce programme. En ce qui concerne la formation professionnelle et entrepreneuriale, des prestataires de services comme l'Institute of Rural Management et d'autres sont susceptibles d'être retenus dans le cadre de contrats pour assurer des formations répondant aux besoins particuliers des femmes rurales, notamment des jeunes femmes.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

38. Le financement additionnel sera géré par l'UGP actuelle du projet. L'unité dispose d'un personnel chargé des finances expérimenté et qualifié qui sera capable d'appliquer les modalités de gestion financière adoptées pour le financement additionnel. Cependant, compte tenu des problèmes de gestion financière signalés pour le projet, l'UGP renforcera les éléments suivants dans le souci de garantir une utilisation harmonieuse du financement additionnel:
 - i) **Flux de fonds.** Avant que le décaissement ne commence, l'UGP ouvrira un nouveau compte désigné réservé à ce prêt additionnel. Le montant de la première avance sera équivalent à environ six mois de dépenses du projet, conformément au PTBA approuvé. Les autres avances seront prélevées après la soumission d'un justificatif de dépenses couvrant 70% de l'avance

immédiatement antérieure et 100% de toutes les avances précédentes. Un compte bancaire spécial séparé sera ouvert pour gérer les fonds de contrepartie du Gouvernement. Le Conseil de la planification et du développement fera état de la contribution apportée par le pays dans les plans annuels de développement de la province.

- ii) **Contrôle interne.** Le manuel d'exécution du projet devra être mis à jour pour intégrer tous les nouveaux éléments liés au financement additionnel, notamment les modifications apportées aux modalités de gestion financière. L'UGP devra périodiquement effectuer des visites de terrain et des vérifications de contrôle auprès des partenaires d'exécution afin de veiller à l'utilisation correcte des fonds. Un auditeur interne sera recruté pour le projet afin de garantir l'efficacité des mesures de contrôle interne.
- iii) **Comptabilité et communication de l'information financière.** La comptabilité sera tenue sur la base de la comptabilité de caisse, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Le logiciel de comptabilité actuellement utilisé est QuickBooks. Étant donné qu'il s'agit du quatrième financement pour ce projet, il faudra que l'UGP envisage de mettre à niveau le logiciel pour assurer la génération automatique de rapports financiers couvrant l'ensemble des financements du projet. C'est un point important si l'on veut que toutes les données du projet relatives aux six instruments de financement soient regroupées et puissent être facilement suivies.
- iv) **Audit externe.** L'audit annuel du projet est effectué par le Bureau du Vérificateur général du Pakistan, l'institution suprême du pays en matière d'audit, conformément aux Normes internationales d'audit. L'UGP mettra à jour le mandat de l'audit pour y intégrer le financement additionnel conformément aux directives du FIDA.
- v) **Passation de marchés.** Les marchés de travaux, de biens et de services financés par le FIDA seront passés conformément aux dispositions de la loi et du règlement de 2009 établis par l'Autorité de la passation des marchés publics au Penjab, dans la mesure où ces dispositions sont compatibles avec les directives du FIDA en la matière. Un plan de passation des marchés annuel servira de base à l'ensemble des passations de marchés. Les plans de passation des marchés seront soumis (avec le PTBA) au comité de pilotage du projet pour approbation et au FIDA pour avis de non-objection. Au sein de l'UGP, un responsable de la passation de marchés s'acquittera de la fonction correspondante. Il appartiendra aux organisations locales de diriger la passation de marchés au niveau communautaire (au titre des composantes 1 et 2).
- vi) **Gouvernance.** Il sera régulièrement rappelé à toutes les parties prenantes du projet que le FIDA applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses ou des actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans le cadre de projets financés par ses prêts ou ses dons. La politique de lutte contre la corruption établie par le FIDA sera diffusée au personnel du projet et aux parties prenantes, et les dispositions pertinentes de la politique seront insérées dans les documents d'appel d'offres et les contrats.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

- 39. Le projet utilisera un système de suivi-évaluation détaillé pour pouvoir suivre les aspects qualitatifs et quantitatifs de l'exécution du projet. L'objectif principal du système de suivi-évaluation sera de fournir en temps utile à l'ensemble des parties prenantes des informations fiables sur la performance et les résultats du projet. Le

système de suivi-évaluation permettra: i) de suivre régulièrement les activités et les produits; ii) de surveiller la portée des activités; iii) de mesurer et d'évaluer les résultats; iv) de vérifier le respect des calendriers par l'ensemble des acteurs; v) d'évaluer le taux d'exécution financière au regard du budget.

40. Les données relatives aux activités et aux produits seront analysées par le responsable du suivi-évaluation, et les conclusions seront communiquées à la direction du projet lors des réunions de coordination mensuelles. Ces informations serviront de base à l'élaboration des rapports de situation périodiques et à la communication au FIDA des données relatives au suivi-évaluation. Le système d'information de gestion enregistrera aussi le profil de chaque bénéficiaire et de chaque organisation communautaire.
41. **Sondage de référence.** Un sondage de référence a déjà été réalisé dans tous les districts cibles pour documenter les conditions socioéconomiques et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires potentiels avant le démarrage des interventions du projet.
42. **Sondages à mi-parcours et à l'achèvement.** Le sondage à mi-parcours et le sondage à l'achèvement seront réalisés avant le déploiement de la mission d'examen à mi-parcours et de la mission d'examen à l'achèvement, respectivement, pour mesurer l'impact du projet au regard de la situation de référence.
43. **Sondages sur les effets directs.** Pour mesurer les premiers résultats du projet, un certain nombre de sondages sur les effets directs seront menés à partir de la deuxième année de la phase d'expansion.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

44. Les modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement sont les suivantes: i) la révision de l'accord pour inclure le montant du prêt, les conditions du financement, l'échéancier d'amortissement et la durée du prêt; ii) la révision de l'annexe 1 pour rendre compte de l'élargissement des objectifs de développement du point de vue de la portée du projet; iii) la révision de l'annexe 2 pour inclure le financement additionnel du FIDA qui est proposé.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur/au Bénéficiaire. Un exemplaire de l'accord de financement négocié sera mis à disposition avant la séance.
46. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

48. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions mixtes d'un montant de cinquante millions de dollars des États-Unis (50 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président

Gilbert F. Houngbo

Updated logical framework incorporating the additional financing

Southern Punjab Poverty Alleviation Project								
Logical Framework								
Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Implementing partners' records and progress reports	quarterly		Political and economic stability and security
	Males - Males		650 860	1 037 260				
	Females - Females		976 290	1 555 890				
	Young - Young people		488 145	777 945				
	Total number of persons receiving services - Number of people		1 877 045	2 836 571				
	Male - Percentage (%)		40	40				
	Female - Percentage (%)		60	60				
	Young - Percentage (%)		30	30				
	1.a Corresponding number of households reached							
	Women-headed households - Households		92 694	140 078				
	Non-women-headed households - Households		139 470	210 116				
	Households - Households		231 734	350 194				
1.b Estimated corresponding total number of households members								
Household members - Number of people		1 627 150	2 593 150					
Project Goal To contribute to the reduction of poverty in 10 districts in Punjab	Percentage of beneficiary hh having graduated to a higher poverty category (based on PSC score)				impact surveys	mid-term and completion		
	Households - Percentage (%)		60	85				
Development Objective To increase the income of poor rural households by enhancing their employment potential and increasing agriculture productivity and production	Percentage of beneficiary hh reporting improved livelihoods means and income				AOS, impact surveys	annually, mid-term and completion		no major natural disasters in project area, no major changes in agric. and livestock prices, stable political economic and security situation
	Households - Percentage (%)		50	90				
Outcome Outcome 1: Improved living conditions and income-generative capacities for poorest and homeless households and the youth	Percentage of persons newly employed/self-employed after receiving vocational or business training				AOS, impact surveys	annually, mid-term and completion		Continuing market demand for trained workers no major outbreak of livestock disease in project area
	persons - Percentage (%)		50	75				
Output ultra-poor and landless hh provided with small housing units and small ruminant packages	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages				implementing partners' records and progress reports	quarterly		availability of transferable land for housing plots current landlords of underprivileged community members do not oppose project implementation
	Females - Females		47 250	153 944				
	Total rural producers - Number of people			181 111				
	ultra-poor hh provided with a small housing unit				records and progress reports			
	hh - Number		4 000	8 882				
Output poor entrepreneurs and the youth provided with vocational and enterprise development training	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management				Implementing partners' records and progress reports	quarterly	PMU, NRSP	Young women and men's motivation to acquire professional skills remain high
	Males - Males		18 000	30 200				
	Females - Females		27 000	45 300				
	Young - Young people		13 500	22 650				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people		45 000	63 636				
	people accessing facilitated advisory services				Implementing partners' records and progress	quarterly	PMU, NRSP	
	Males - Number		84 000	148 000				
	Females - Number		126 000	222 000				

Outcome Outcome 2: Strengthened, more inclusive Community Organizations (COs) providing improved services to their members; and improved access to essential community infrastructure in poor communities	community organisations (COs) providing new services to their members		annual outcome surveys and impact surveys	quarterly and annual	PMU, NRSP	Active community participation in infrastructure operation and maintenance
	COs - Percentage (%)	40	75			
Output Existing and newly-created COs provided with capacity building support	No. of community organizations (COs) supported or newly created		IP's records and progress reports	quarterly and annual	PMU, NRSP	Poorest community members are willing to join a CO
	Community Organizations - Number	13 098	21 098			
	People in community groups formed/strengthened		NRSP reports, PMU reports	quarterly and annual	PMU, NRSP	
	Males - Number	69 157	122 248			
	Females - Number	140 411	248 201			
	People trained in community management topics		Implementing partners' records and progress	quarterly and annual	PMU	
	Men trained in other - Males	4 620	8 000			
	Women trained in other - Females	9 380	13 000			
Output Community infrastructure identified using participatory processes, and constructed or rehabilitated	no. of community infrastructure schemes constructed (drinking water systems, irrigation schemes, sanitation, innovative technologies)		IP's records and progress reports	yearly, quarterly		Community members are able to provide in kind contribution
	drinking water supply, irrigation, drainage, access roads and other small - Number	1 426	2 424			
	household toilets - Number	410	831			
	solar panels - Number	222	222			
	hand pumps - Number					
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded		progress reports	yearly quarterly		
	Length of roads - Km	190	390			
Outcome Outcome 3: Improved food security in targeted communities	Women reporting improved quality of their diets		annual outcome/impact survey			no major natural disasters in project districts
	Women reporting improved quality of their diets - Females	488 000	1 166 918			
	Percentage - Percentage (%)	50	75			
Output Food banks established	no. of food banks created		IP's records and progress reports	quarterly, annual		Proper storage infrastructure is available for rent in all targeted Union Councils
	food banks - Number	28	55			
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services		IP's records and progress reports	quarterly, annually		
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males	16 000	34 102			
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females	24 000	51 152			
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people	40 000	85 254			
Outcome Outcome 4: Strengthened local capacity for Agriculture and Livestock Provision						
Output People trained as Para Vet	People trained as para vet		annual outcome and impact surveys			no social and cultural Barriers that prevent women from entering non traditional fields
	Males - Number		100			
	Females - Number		100			
Output Modern Agriculture Equipment provided to Community Service Provider (CSP)	no. of CSPs having received equipment		IP's records and progress reports			The high fuel and electricity cost does not limit the small holder capacity to use services
	CSPs - Number	868	1 368			
Outcome Outcome 5: Strengthened advocacy and dissemination between BISP and the Punjab Government	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment		Review of policy documents	at completion		Government's interest to learn from project experience remains high
	Number - Number	2	4			
Output Advocacy fora and knowledge sharing platforms established and	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed		PCU progress reports	yearly		BISP and Provincial Government's interest to engage in advocacy/ policy dialogue remains
	Number - Knowledge Products	4	8			

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

F I N A N C I A L A N A L Y S I S	Project Years	Livelihoods Enhancement			Agriculture & Livestock Development		Total Project Benefit (in million USD)
		Enhanced Capacity for Sustainable Livelihoods		Enhanced capacity for Employment and Productive Self-employment	Enhanced Access to Basic Services	Increased Productivity and Production of Crop and Livestock	
		Housing Unit	Livestock	Vocational/Entrepreneurship Training	CPI	Community Revolving Fund	
PY1	0.000	0.000	0.000	0.000	0.0	0.0	0.00
PY2	0.000	0.304	0.000	0.000	0.0	0.0	0.30
PY3	0.000	(1.010)	0.000	0.000	(7.2)	0.0	(8.19)
PY4	(1.030)	(1.477)	0.000	0.000	(0.7)	0.0	(3.16)
PY5	(7.335)	(1.101)	(2.293)	0.000	(7.8)	0.3	(18.24)
PY6	0.394	0.963	(4.371)	0.000	(0.1)	(0.9)	(4.00)
PY7	(0.121)	(4.289)	(2.058)	0.000	(3.5)	0.4	(9.55)
PY8	(0.766)	(1.623)	1.189	0.000	(0.4)	(1.5)	(3.10)
PY9	2.589	(0.098)	4.947	0.000	1.7	0.7	9.80
PY10	6.501	2.504	3.743	0.000	5.3	0.8	18.83
PY11	3.374	3.993	5.670	0.000	6.0	0.3	19.29
PY12	0.413	4.460	6.646	0.000	6.6	0.9	19.03
PY13	0.986	4.920	9.982	0.000	7.0	1.0	23.84
PY14	5.071	7.514	10.705	0.000	7.6	1.0	31.84
PY15	9.009	10.038	11.427	0.000	9.0	1.0	40.44
PY16	9.009	10.038	11.427	0.000	9.0	1.0	40.44
PY17	9.009	10.038	11.427	0.000	9.0	1.0	40.44
PY18	9.009	10.038	11.427	0.000	9.0	1.0	40.44
PY19	9.009	10.038	11.427	0.000	9.0	1.0	40.44
PY20	9.009	10.038	11.427	0.000	9.0	1.0	40.44
NPV (USD)	8.6	10.8	17.6	5.4	1.466	1.466	43.94
FIRR (@11.55%)	24.7%	28.5%	39.0%	15.9%	39.4%	39.4%	24.4%
					B/C Ratio		1.85

Table B
Project costs and log frame targets

TOTAL PROJECT COSTS (IN MILLION USD) /a				USD 172.500	Base Project Costs			USD 160.42	Project Management	USD 31.088
Beneficiary Households (HH)	350 194	Households	Sub-Components	Housing Units	Livestock	Vocational Training	CPIs		Revolving Fund & Food Bank/Others	
			Target Households	8 882	172 200	63 636	98 860		94 165	
Cost per beneficiary HH	493	USD x HH	Success Rates	100%	75%	65%	75% - 80%		75%	
Components and Cost (USD million) /b				Outcomes and Indicators						
Housing Units	USD 35.75	CPI	USD 32.27	Housing Units	Substitution of rent, income from kitchen garden and wage		USD 108	CPI	Cost saving, reduced losses and increase productivity	USD 72
Livestock	USD 44.23	Food Banks	USD 1.31	Livestock	Increased income from milk and sale of goats		USD 129			
Vocational Training	USD 18.47	Revolving Fund	USD 3.17	Vocational Training	Employment and self-employment in different trades		USD 137	Revolving Fund	Incremental income from on-farm, non-farm and off-farm activities	USD 7.8
		Others	USD 6.20							

Table C
Main assumptions and shadow prices

FINANCIAL	Income/Expenditures	Incremental Increase (%)	Values (PKR)/Beneficiary	Base Values (PKR)	Income/Expenditures	Incremental Increase (%)	Values (PKR)/Beneficiary	Base Values (PKR)	
		Saving and income from small housing units	136%	127 097	53 897	Saving and increased income due to infrastructure schemes	100%	28 905	-
	Increased income (from goat package)	7%	144 760	135 000	Increased income from on-farm, off-farm and non-farm activities (start-up and working capital)	13%	31 567	27 832	
	Increased income (employment/self-employment)	24%	175 451	141 667					
ECONOMIC	Official Exchange rate (OER) - 2021	152.0	Discount rate (opportunity cost of capital) ²				11.6%		
	Official Exchange rate (OER) - 2018	115.0							
	Official Exchange rate (OER) - 2013	104.8	Social Discount Rate				10.09%		
	Standard Conversion Factor	0.874	Output Conversion factor				1.10		
	Labour Conversion factor	0.950	Input Conversion factor				0.95		

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

Sub-Components	Beneficiaries/ activity	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	Intervention	Total HHs	Successful HH	Success Rate
Livelihoods Enhancement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assets Creation - Housing Units	1	-	-	-	-	973	481	1 072	1 246	1 000	1 110	500	1 000	1 000	500	-	8 882	8 882	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	973	481	1 072	1 246	1 000	1 110	500	1 000	1 000	500	-	8 882	-	8 882	100%
Assets Transfer - Livestock	1	-	4 346	16 035	9 695	5 386	5 000	14 000	14 000	30 000	28 138	13 000	13 000	13 000	6 600	-	172 200	172 200	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	3 260	12 026	7 271	4 040	3 750	10 500	10 500	22 500	21 104	9 750	9 750	9 750	4 950	-	129 150	-	129 150	75%
Vocational and Entrepreneurial Training	1	-	-	-	-	15 136	4 000	5 300	7 564	10 000	6 636	5 000	5 000	5 000	-	-	63 636	63 636	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	9 838	2 600	3 445	4 917	6 500	4 313	3 250	3 250	3 250	-	-	41 363	-	41 363	65%
Physical Infrastructure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Drinking Water Supply	20	-	-	83	217	109	30	70	50	40	13	25	25	25	25	-	712	14 240	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	23	53	38	30	10	19	19	19	19	-	227	-	4 545	75%
Sanitation Schemes	20	-	-	40	103	52	20	65	96	250	200	50	50	50	50	-	1 026	20 520	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	15	49	72	188	150	38	38	38	38	-	623	-	12 465	75%
Access/Linkage Road	80	-	-	10	26	13	20	35	60	65	11	50	50	50	-	-	390	31 200	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	15	26	45	49	8	38	38	38	-	-	256	-	20 460	75%
Innovative Water Schemes for Ar	20	-	-	96	251	126	20	20	80	60	60	10	20	10	10	-	763	15 260	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	16	16	64	48	48	8	16	8	8	-	232	-	4 640	80%
Miscellaneous/Innovative	20	-	-	-	-	-	37	80	120	103	100	-	-	-	-	-	440	8 800	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	30	64	96	82	80	-	-	-	-	-	352	-	7 040	80%
Green CPIs	20	-	-	-	-	-	30	70	50	40	32	-	-	-	-	-	222	4 440	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	24	56	40	32	26	-	-	-	-	-	178	-	3 552	80%
Agriculture and Livestock Develc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Food Banks/Community Centers	80	-	-	-	-	-	6	5	6	7	10	7	7	7	-	-	55	4 400	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 080	70%
Revolving Fund	1	-	-	-	-	1 600	405	405	6 516	6 516	6 516	9 024	10 558	12 352	14 452	16 909	85 254	85 254	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	1 280	324	324	5 213	5 213	5 213	7 219	8 446	9 882	11 562	13 527	68 203	-	68 203	80%
Equipping Service Providers	1	-	-	2 653	3 755	1 136	-	150	218	250	250	125	125	125	125	-	8 911	8 911	-	-
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	2 122	3 004	908	-	120	174	200	200	100	100	100	100	-	7 128	-	7 128	80%
Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	437 743	310 508	71%
Uniqu Beneficiary Householc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	350 194	248 407	71%

Table E
Economic cash flow

Detail	Project Years	TOTAL NET INCREMENTAL BENEFITS			NET INCREMENTAL COSTS			Cash Flow (million USD)
		Livelihoods Improvement	Agriculture and Livestock Development	Total Incremental Benefits	Economic Investment Costs (million USD)	Economic recurrent Costs (million USD)	Total Incremental Costs	
E C O N O M I C A N A L Y S I S	PY1	-	-	0.0	0.000	0.435	0.435	(0.4)
	PY2	0.33	-	0.3	6.006	1.342	7.348	(7.0)
	PY3	1.55	-	1.6	3.285	0.460	3.745	(2.2)
	PY4	2.29	-	2.3	12.772	0.802	13.574	(11.3)
	PY5	6.63	0.44	7.1	5.412	2.445	7.857	(0.8)
	PY6	8.84	0.61	9.4	14.084	2.071	16.155	(6.7)
	PY7	12.72	0.84	13.6	15.464	2.496	17.960	(4.4)
	PY8	17.34	1.16	18.5	11.193	2.403	13.596	4.9
	PY9	22.90	1.59	24.5	4.994	2.603	7.597	16.9
	PY10	26.49	1.88	28.4	8.516	1.924	10.440	17.9
	PY11	27.70	2.09	29.8	10.470	1.989	12.460	17.3
	PY12	30.98	2.31	33.3	10.644	2.060	12.705	20.6
	PY13	33.39	2.52	35.9	4.922	2.138	7.060	28.9
	PY14	34.24	2.52	36.8	0.000	0.521	0.521	36.2
	PY15	34.24	2.52	36.8	0.000	1.692	1.692	35.1
	PY16	34.24	2.52	36.8	0.000	1.692	1.692	35.1
	PY17	34.24	2.52	36.8	0.000	1.692	1.692	35.1
	PY18	34.24	2.52	36.8	0.000	1.692	1.692	35.1
	PY19	34.24	2.52	36.8	0.000	1.692	1.692	35.1
	PY20	34.24	2.52	36.8	0.000	1.692	1.692	35.1

NPV @10.09%	64.11
EIRR @10.09%	27.05%

Table F
Sensitivity analysis

Scenarios	Δ%	Link with the risk matrix			IRR	NPV (USD M)
Normal Scenario	Normal	No Adverse Risks			27.05%	64.11
Project benefits	-10%	Poor Security Situation affecting project benefits adversely			23.93%	42.73
Project benefits	-20%				20.68%	30.94
Project costs	10%	Weak financial capacity result in cost overrun and delayed implementation			24.22%	48.18
Project costs	20%				21.78%	41.85
Time lag in benefits (Year)	1				21.05%	38.71
Time lag in benefits (Year)	2				16.96%	24.48
Success Rates	-10%	Climate risk affecting success rate of the agriculture related activities			24.65%	41.53
Success Rates	-20%				21.08%	29.50

The PDR identifies 3 major risks (i) security; (ii) financial management capacity, and (iii) climate-risks. These risks may cause underperformance with regards to achievement of full scale benefits, delay in realization of benefits and reduced effectiveness.